

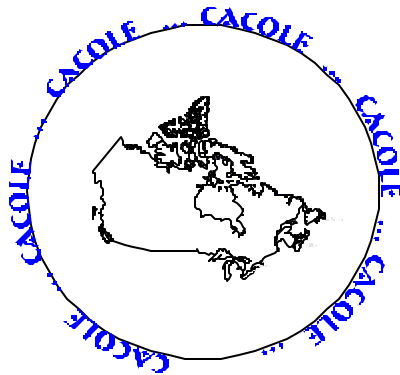
**Association canadienne de surveillance civile du maintien de
l'ordre**

(CACOLE)

Conférence - 2002

Les défis de l'imputabilité

18-21 septembre, 2002



**Biographies des modérateurs et des
conférenciers**

Index des modérateurs et conférenciers

L'Honorable Kelvin Parsons	3
Leslie Harris, OC, PhD	4
E. Garry Mumford,.....	4
Gilles Lelièvre	4
S. J. B. (John) Dickson, BA, B. en Dr.	5
Inspecteur Robert (Bob) Hall.....	5
Brian Roberts, Surintendant principal	6
Thomas G. Flanagan, É.C.	7
Jean Beeler	7
George V. Wright.....	7
Oliver Bruce Williams.....	8
Gorden McGregor	8
Peter Fisher	9
Chef de police Ron Lamabe	9
Peter A. Tinsley	10
Norman Gardner.....	10
David Griffin.....	11
Julian N. Falconer	11
Tam Goosen	12
Paul Monty.....	12
André Senécal	13
Robert Sinclair, C.R.	14
Le directeur Vince Bevan.....	15
Surintendant principal Lloyd Hickman.....	15
Don Morrison.....	16
Senator Serge Joyal, C.O., O.C.....	17
Peter O'Flaherty.....	19
David Finlay.....	19
Nadine Cooper Mont.....	20
David Wood.....	20
Richard C. Deering	20

L'Honorable Kelvin Parsons

Ministre de la Justice et Procureur général
Terre-Neuve et Labrador

Kelvin L. Parsons est diplômé de la St. James Regional High School de Port aux Basques en 1972. Il étudia par la suite au Memorial University of Terre-Neuve, où il obtint un Baccalauréat ès arts (avec mention honorable) en 1976.

En 1979, M. Parsons reçut un L.L.B. de l'Université du Nouveau-Brunswick. Admis au barreau de Terre-Neuve en 1980, il pratiqua le droit à Port aux Basques de 1980 à 1981, pour la firme *Wells, Monaghan and Company* avant d'ouvrir son propre cabinet juridique à Port aux Basques, le *Kelvin L. Parsons Law Office*. M. Parsons dirigea son propre bureau jusqu'à son élection à la Chambre d'assemblée de la province le 9 février 1999, comme député à la Chambre d'assemblée pour le district de Burgeo-LaPoile.

M. Parsons s'est toujours intéressé aux activités de la ville de Port aux Basques. Au fil des années il assura la présidence et la direction générale de l' *Innovative Regional Community Futures Committee* de Port aux Basques et la présidence du *Marine Atlantic Restructuring Committee*; il fut également membre du comité du centième anniversaire *Bruce Bulett*, président du *Matthew Committee* de Port aux Basques; président du *Come Home Year Committee* de Port aux Basques (1994-1995); membre exécutif de l'Association de hockey mineur de Port aux Basques; président du conseil et membre du Centre de conditionnement physique *Charles LeGrow*; membre exécutif de la Commission scolaire intégrée de Port aux Basques; enfin, président de la Chambre de commerce de Port aux Basques.

De 1987 à 1992, en plus de diriger son propre cabinet juridique, M. Parsons agit en qualité de mandataire du Procureur général pour Terre-Neuve et le Labrador pour les poursuites intentées en vertu du Code criminel, du Procureur général du Canada pour les poursuites en matière de Pêche et de Chômage, depuis 1983, et pour les poursuites contre les trafiquants de drogue depuis 1994. À partir de 1990 et jusqu'à son élection à la Chambre d'assemblée, M. Parsons était arbitre de griefs de la Commission des droits de la personne pour Terre-Neuve et le Labrador.

Le 13 janvier 2000, M. Parsons fut nommé Ministre de la Justice et Procureur général pour Terre-Neuve et le Labrador. Il est aussi membre du Comité de planification et de priorités du gouvernement, du Comité chargé de la politique sociale et du Comité des nominations. Le 16 mai 2000, il fut nommé conseiller de la reine.

Récemment, il fut nommé Ministre de l'Industrie, du Commerce et du Développement rural par intérim. À ce titre il fait aussi partie du Comité du gouvernement sur les politiques économiques et le renouveau rural et assume la fonction de leader parlementaire adjoint.

M. Parsons est l'époux de Donna (Lomond) de Port aux Basques. Ils ont trois enfants : Kristopher, Andrew et Adam.

Leslie Harris, OC, PhD

Commissaire, "*Royal Newfoundland Constabulary Police Complaints Commission*"

Leslie Harris est natif de Terre-Neuve où il grandit. Il obtint son Doctorat de l'Université de Londres, en Angleterre, puis enseigna à la Memorial University de Terre-Neuve; il en assura la présidence pendant de nombreuses années jusqu'à sa retraite en 1990. Il fut décoré de l'Ordre du Canada en 1987.

Le Docteur Harris a longtemps siégé au sein de plusieurs commissions et comités tant à l'échelle provinciale que nationale, notamment, et pendant de nombreuses années, au sein de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada.

Il est également renommé depuis de nombreuses années comme l'un des principaux arbitres en matière de main d'œuvre à Terre-Neuve.

En 1993 il fut nommé premier Commissaire du *Royal Newfoundland Constabulary Public Complaints Commission*; il occupe toujours ce poste.

E. Garry Mumford,

Directeur de la *Nova Scotia Police Commission*

Garry Mumford est directeur de la *Nova Scotia Police Commission*. Avant d'occuper ce poste de directeur, il était enquêteur en chef pour la Commission.

M. Mumford a eu une longue et éminente carrière dans le domaine du maintien de l'ordre. En 1968 il entra à la Gendarmerie royale du Canada et fut affecté à différents endroits dans les Maritimes. Il occupa plusieurs postes d'agent de la GRC, notamment au sein de la section des enquêtes générales et de la section antidrogue. Peu de temps avant de prendre sa retraite il était responsable des services de renseignements criminels de la Section, ainsi que du Groupe de travail conjoint sur la prostitution de la région métropolitaine.

Gilles Lelièvre

Directeur, Affaires internes, Service de police de la ville de Montréal

M. Gilles Lelièvre est entré au Service de police de la Ville de Montréal en 1969. Depuis ce temps, il a agi comme patrouilleur, superviseur, chargé de relève, commandant de district. Maintenant responsable de la Division des affaires internes, il est également conseiller au Directeur du Service de police de la Ville de Montréal.

Durant plusieurs années, il a oeuvré au sein du Comité de déontologie policière du Québec. M. Lelièvre a restructuré la Division des affaires internes tout en s'assurant que la collaboration avec les membres de l'équipe du Commissaire à la déontologie soit des plus harmonieuses.

Ses études universitaires et son expérience lui ont permis d'être responsable de l'équipe de support et de mise à niveau de la police de quartier, créée dans le but d'un rapprochement avec le citoyen. Elle nous oblige à une collaboration constante avec l'organisme dirigé par Me Paul Monty. Il a, de plus, été représentant du S.P.V.M. sur

plusieurs comités ministériels tels celui de l'utilisation de la force et des poursuites à haute vitesse.

M. Lelièvre est conscient qu'il est important de toujours fournir un service de qualité aux citoyens tout en s'assurant que les règles tant disciplinaires que déontologiques soient respectées.

S. J. B. (John) Dickson, BA, B. en Dr.

Vice-président, Services d'enquête en médecine légale, *Deloitte & Touche*

John Dickson est vice-président du groupe *Deloitte & Touche Forensic & Investigative Services* dont la pratique consiste à résoudre les allégations de fraude et autres infractions commerciales, le suivi des éléments d'actif, les conflits d'intérêt, les violations au code d'éthique des entreprises et le non respect des règlements.

M. Dickson possède plus de 25 ans d'expérience à titre d'agent de police de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il a contribué au Programme national de formation destiné aux personnes nommées au Comité d'arbitrage de la GRC par ses conférences sur le droit et sa participation à des conférences fictives. Il possède une connaissance approfondie du cycle complet d'une enquête, notamment l'interrogatoire des témoins et des suspects et la rédaction de documents juridiques. John Dickson est avocat (membre du barreau de l'Ontario) et il possède une vaste expérience auprès des clients et des procureurs pour la prévention ou la minimisation des pertes ou pour la consultation sur des questions de diligence raisonnable, notamment le respect des exigences législatives ou réglementaires ou les meilleures pratiques générales. Il est à même de recueillir des éléments de preuve et de contribuer au recouvrement des actifs à la suite d'une perte.

John Dickson possède une vaste expérience des enquêtes épineuses, à teneur politique ou de premier plan, à l'échelle nationale et internationale. Il a réalisé des évaluations de programme, y compris l'évaluation du programme de Représentant de l'officier compétent de la GRC et de la section du Comité externe d'examen des griefs et des appels (ERAS). À titre d'officier responsable de ce Comité, il était conseiller auprès du Commissaire sur des questions d'éthique et fut membre du comité voué à l'organisation et à la détermination des rôles et responsabilités du Conseiller en déontologie de la GRC.

M. Dickson connaît bien la médiation à titre d'intervenant, de conférencier et d'enseignant, notamment la négociation raisonnée et les mécanismes de règlement des différends.

Inspecteur Robert (Bob) Hall

Service de police de Winnipeg
Adjoint exécutif au Chef de police

Robert Hall est membre du Service de police de Winnipeg depuis trente ans. Il a travaillé au sein de sections opérationnelles comme la Patrouille générale, la Brigade des mœurs (drogue) l'Introduction par effraction, le Vol et l'Homicide, et de sections administratives comme la formation à l'intention du Bureau des inspecteurs de service. Depuis 1999 l'inspecteur Hall joue le rôle d'adjoint administratif au Chef de police, ce qui entraîne certaines responsabilités comme la surveillance du Service des Normes professionnelles.

Lorsqu'il était commandant de section de la Division de la formation du Service de police de Winnipeg de 1994 à 1999, il élaborait et assurait la gestion d'un cours d'éthique de 9 heures à l'intention des nouvelles recrues. Ceci évolua par la suite par le développement et l'amélioration de la formation en déontologie conjointement avec le *Southwestern Law Enforcement Institute*. Cette nouvelle version du programme a été offerte aux recrues et aux membres actifs du Service, aux agents de formation du personnel régional ainsi qu'aux surveillants récemment promus. Un cours de remise à niveau d'une durée d'une demi-journée était également offert.

Les activités de perfectionnement professionnel comprennent les cours de niveau collégial du Collège canadien de police, y compris un cours de perfectionnement des cadres dispensé à Ottawa, en Ontario; le cours du *F.B.I. National Academy* offert à Quantico, en Virginie; une formation en justice pénale offerte par l'Université de Virginie (Section de l'éducation permanente); le cours *Ethics Train the Trainer*, prodigué par le *Center for Law Enforcement Ethics* du *Southwestern Law Enforcement Institute*, de Dallas, Texas; une formation portant sur la Gestion des plaintes des citoyens et la discipline du personnel prodiguée par les Affaires internes du *Public Agency Training Council*, à Fort Lauderdale, en Floride.

Brian Roberts, Surintendant principal

GRC – Région de l'Ouest – Ressources humaines

Actuellement, Brian est responsable des ressources humaines pour la région du Nord de la GRC. La région du Nord englobe l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, le Nunavut, les territoires du Nord-Ouest et l'Académie de formation de la GRC. Ces responsabilités comprennent la prestation de tous les programmes en RH auprès de quelque 6 100 clients internes. À l'intérieur de 23 de ces programmes, on compte les domaines d'enquête interne, de discipline, la gestion du contentieux des affaires civiles et contre les forces et les représentants des policiers appropriés qui prennent en charge les poursuites judiciaires dans le cadre de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*. Les suspensions et les congés font également partie de ces domaines.

Brian travaille pour la GRC depuis 28 ans, en poste dans l'Ouest canadien et l'Arctique. Ses antécédents comprennent des fonctions générales de police, d'exécution des lois fédérales, au service des enquêtes commerciales, (11 ans), à la planification stratégique et services de gestion et, au cours des cinq dernières années, à l'emploi des ressources humaines. Brian a assisté aux conférences de la CACOLE au cours des cinq dernières années.

Brian est un chef de famille monoparentale et demeure à Régina, en Saskatchewan.

Thomas G. Flanagan, É.C.

Membre de la Military Police Complaints Commission

Thomas G. Flanagan est un vétéran de la police d'Ottawa. Entré dans ce service en mai 1951, il gravit les échelons de la hiérarchie pour finalement devenir chef de police le 1^{er} juillet 1989, poste qu'il occupa jusqu'à sa retraite le 31 mars 1993. À sa retraite en tant que chef de police, la ville d'Ottawa donna au quartier général de la police le nom d'édifice Thomas G. Flanagan. Suite à son départ, le conseil des services de police invita M. Flanagan à agir en qualité de conseiller spécial auprès de cet organisme, ce qu'il fit jusqu'au 31 décembre 1993.

M. Flanagan fut conseiller spécial en matière de justice pénale et d'application de la loi pour *Beretta USA Corp.*, ainsi que conseiller pour la firme *Price Waterhouse Management Consultants* avant d'être nommé à la Commission. M. Flanagan est membre à vie de l'Association canadienne des chefs de police et de son pendant ontarien, membre actif de l'Association internationale des chefs de police et ancien membre du conseil du Centre de criminologie de l'Université d'Ottawa. Très engagé dans la communauté, M. Flanagan fut un des membres fondateurs du conseil d'administration de l'Ordre du service communautaire d'Ottawa et co-fondateur de l'opération « Retour au foyer ».

M. Flanagan a reçu plusieurs décorations de bravoure, comme par exemple l'Étoile du Courage et le *Queen's Commendation for Brave Conduct*.

Jean Beeler

Ancienne présidente de la Nova Scotia Police Commission

JEAN Beeler est avocate; elle exerce sa profession à Halifax, en Nouvelle-Écosse. Depuis 1981 elle est membre de l'Association du Barreau canadien et de la *Nova Scotia Barristers' Society*.

Madame Beeler est membre fondateur de l'Association canadienne de surveillance civile du maintien de l'Ordre de la Police et directrice de l'*International Association for Civilian Oversight of Law Enforcement*.

Jean Beeler fut nommée présidente de la *Nova Scotia Police Commission* en 1995. Son mandat s'est terminé en 2001.

George V. Wright

Commissaire, Law Enforcement Review Agency (Manitoba)

George V. Wright fut nommé Commissaire du *Law Enforcement Review Agency* (LERA) du Manitoba en mars 1998.

Avant d'être affecté à ce poste, il était enquêteur principal à la Direction des services chargés de l'application de la loi du ministère de la Justice du Manitoba, où il était responsable des enquêtes et de la gestion du Programme des gendarmes spéciaux autochtones de la GRC de l'organisme LERA. Il prodiguait également ses conseils au Conseil de Première Nation, au conseil local et au conseil municipal et effectuait des

consultations auprès de ces mêmes organismes sur des questions du maintien de l'ordre. Il fut autrefois Régistrare des détectives privés et des agents de sécurité.

M. Wright fit une longue et éminente carrière dans le domaine du maintien de l'ordre. En 1965 il entra à la Gendarmerie royale du Canada et fut affecté partout au Manitoba. Ses fonctions d'agent de la GRC comprenaient le détachement, les enquêtes générales, la patrouille routière, les fonctions de commandant de détachement et de surveillant de subdivision, l'administration et, au moment de prendre sa retraite, la fonction de Surveillant divisionnaire de la circulation.

Oliver Bruce Williams

Enquêteur spécial

Federation of Saskatchewan Indian Nations

Oliver B. Williams fut embauché par la *Federation of Saskatchewan Indian Nations* en avril 2000 à titre d'enquêteur spécial de l'Unité des enquêtes spéciales (UES), Secrétariat du ministère de la Justice. Le mandat de cette Unité vise principalement les plaintes relatives à l'abus de pouvoir des policiers, à la mauvaise qualité du service ainsi que d'autres questions relatives aux organismes de la GRC et aux organisations municipales des Premières nations de la Saskatchewan.

Dans ses fonctions d'enquêteur spécial, Oliver Bruce Williams est responsable de la coordination et de la surveillance quotidienne de l'Unité des enquêtes spéciales. De plus, M. Williams assure la fonction de Conseiller auprès du vice-chef de la *FSIN*, Lawrence Joseph, pour des questions relatives au maintien de l'ordre.

Auparavant, M. Williams fut au service de la Gendarmerie royale du Canada pendant vingt-cinq ans et affecté dans tout l'Alberta. En 1968 il entra dans le Service où il assumait de nombreuses responsabilités, notamment celle d'instructeur dans le cadre de la formation de détachement, d'enquêteur pour les crimes graves, d'enquêteur en matière de drogues, de coordonnateur de division en matière de drogues et de Commandant des opérations du détachement.

Lorsqu'il prit sa retraite M. Williams retourna « chez lui » et devint Chef du service de police du service récemment mis sur pied à Lillooet, Colombie-Britannique : le *STL' ATL' IMX'* (actuellement le *STA' TIMIC*). Il assura cette fonction pendant plusieurs années.

Depuis 1995 M. Williams a surtout travaillé à titre personnel pour les organismes et les communautés des Premières Nations de l'Ouest Canadien.

Gorden McGregor

Chef du Service de police *Kitigan Zibi Anishinabeg*

Gorden McGregor est membre de la communauté algonquienne des Premières Nations, baptisée à juste titre "*Kitigan Zibi Anishinabeg*." La communauté *Kitigan Zibi Anishinabeg* est située à environ 150 kilomètres au nord de la région d'Ottawa-Gatineau. Il débuta sa carrière dans la police le 2 mars 1982 comme patrouilleur, à l'emploi du Service de police de la communauté de *Kitigan Zibi*. M. McGregor fut ensuite nommé Chef de police adjoint, puis promu directeur du Service de police de *Kitigan Zibi* en juillet 1989.

Pendant son mandat comme Chef de police, M. McGregor s'occupa très activement de la mise en valeur de la Police de Première Nation, d'abord à l'échelle nationale à titre de président de l'Association des chefs de police des Premières nations, qui représente cette dernière dans l'ensemble du Canada.

Gorden McGregor en est maintenant à son second mandat comme président de l'Association des chefs de police des Premières nations du Québec; il fut élu à ce poste par acclamation en mai dernier. Aidé de son équipe, M. McGregor s'intéresse de près à l'amélioration des services de maintien de l'ordre dispensés aux communautés des Premières Nations du Québec, mettant surtout l'accent sur l'importance d'une formation de qualité adaptée à leurs besoins spécifiques.

Peter Fisher

Directeur général
Direction générale de la police des autochtones
Ministère du Solliciteur général du Canada

M. Fisher occupe le poste de directeur général à la Direction générale de la police des autochtones du ministère du Solliciteur général du Canada depuis décembre 1998. Sa carrière gouvernementale s'étend sur 34 ans et touche six différents services. Il a travaillé au Service correctionnel fédéral à titre de conseiller institutionnel, d'agent de liberté conditionnelle et d'administrateur régional de la région des Prairies; aux Affaires Indiennes où il fut négociateur pour les revendications territoriales en Colombie Britannique et au Yukon; il travailla également à Environnement Canada où il fut responsable de la gestion des questions de politiques ministérielles; au ministère de l'Énergie, Mines et Ressources, où il fut à la tête de la Direction générale des politiques ministérielles; et, de 1995 à 1998 il occupa le poste de Directeur général à la Direction de la politique, de la planification, de l'information et des services, secteur des sciences de la terre (SST), Ressources naturelles Canada.

Depuis qu'il assure la Direction de la Police autochtone, en plus de gérer l'ensemble du *Programme des services de police des Premières Nations* du gouvernement fédéral, M. Fisher a dirigé certaines initiatives visant au soutien des services de police des Premières Nations, concernant l'application des normes, l'efficacité des services et la satisfaction de la communauté. Il travaille actuellement avec plusieurs commissions, notamment avec la *First Nations Police Commission*, à l'élaboration du programme du Septième colloque annuel de l'organe directeur de la police (*Seventh Annual Police Governing Authority (PGA) Workshop*), prévu pour le début de 2003.

Chef de police Ron Lamabe

Criminal Operations, K Division Headquarters, RCMP Edmonton

Le Chef de police Ron Lamabe entre à la Gendarmerie royale du Canada en 1963. Sa formation complétée, il est affecté aux Territoires du Nord-Ouest, puis au Manitoba. En 1978, le Chef de police Lamabe est une fois de plus affecté aux Territoires du Nord-Ouest jusqu'en 1989. Par la suite, il s'installe en Alberta avec sa famille.

En 1990, M. Lamabe est nommé premier Agent de police général de la province d'Alberta. Au cours des 12 dernières années il a occupé le poste d'Agent des Services à la clientèle,

d'Agent de dotation en personnel et d'Agent de la Police criminelle par intérim pour l'Alberta. Il a également travaillé au Projet national sur les armes à feu à titre de coordonnateur autochtone.

C'est alors qu'il est en poste comme Agent de police générale qu'on lui accorde le titre honorifique de Chef de la Nation *Pieds-Noirs* et qu'il est reconnu par la Nation Métis d'Alberta, dont il fait partie.

Le Chef de police Lamabe a actuellement la fonction de *Northwest Regional Aboriginal Officer*.

Peter A. Tinsley

Directeur de l'Unité des enquêtes spéciales (Ontario)

Peter A. Tinsley est avocat, autrefois Juge-avocat général adjoint pour les Forces armées canadiennes. Le 1^{er} janvier 1999 il fut nommé Directeur de l'Unité des enquêtes spéciales pour une période de cinq ans.

La carrière de M. Tinsley dans les Forces armées canadiennes s'échelonne sur 28 ans, dont 15 ans au Bureau du Juge-avocat général. Pendant cette période il assumait différentes fonctions, notamment celle de conseiller des autorités principales du Ministère de la Défense nationale, et agit à titre de principal Substitut du procureur général et Conseiller juridique d'appel dans le cadre des poursuites contre les membres des Forces canadiennes postés en Somalie. Peu de temps avant sa nomination M. Tinsley avait une pratique privée à Belleville, se spécialisant dans le droit criminel et la médiation.

M. Tinsley est également membre du Conseil d'administration de l'Association canadienne de surveillance civile du maintien de l'ordre (CACOLE) et membre du Comité consultatif du *Centre of Forensic Sciences* d'Ontario.

Norman Gardner

Président, *Toronto Police Services Board*

Norman Gardner fit ses études primaires et secondaires à Toronto, et travailla comme policier dans la Milice de l'Armée canadienne pendant dix ans. Dans le cadre de ses activités athlétiques il remporta une ceinture noire alors qu'il était membre de deux équipes de championnat de judo pour l'Est du Canada. Pendant ses études secondaires il pratiqua le basketball et l'athlétisme au sein d'équipes scolaires.

Ayant acquis une formation dans le domaine des affaires, il travailla dans la vente publicitaire pour le *Toronto Star Weekly*, ainsi que dans l'industrie pharmaceutique, devenant directeur régional de l'une des plus importantes compagnies pharmaceutiques internationales de l'Ontario. Il travailla ensuite à son propre compte dans l'industrie alimentaire, devenant président d'une pâtisserie spécialisée dans la vente en gros et au détail. Le travail communautaire l'intéressait également, et il s'impliqua au sein de la *Catholic Children's Aid Society* et du *Baycrest Centre for Geriatric Care*, et il est membre du Conseil d'administration des hôpitaux *Branson* et *Mount Sinai*.

La carrière politique de M. Gardner débuta en 1977 lorsqu'il fut élu échevin de la ville de North York. Depuis, il a assuré les fonctions de Contrôleur de la ville de North York, fut élu conseiller du Toronto métropolitain, et à la suite des fusions devint conseiller à la Ville de Toronto. Il assura la présidence de nombreux comités, notamment le *Comité des services sociaux communautaires du Toronto métropolitain*, et des *Comités d'entreprises*.

Actuellement M. Gardner assure la présidence du *Toronto Police Services Board*, qui emploie environ 7000 personnes et qui gère un budget de plus de cinq cent millions de dollars. Il dirige également l'*Ontario Association of Police Service Boards* et est membre du *Comité pour la défense des droits civiques de l'Association internationale des chefs de police*.

David Griffin

Fonctionnaire exécutif, Association canadienne des policiers

À titre de fonctionnaire exécutif de l'Association canadienne des policiers (ACP), David Griffin est responsable de la mise en oeuvre du programme de réforme du judiciaire de l'Association, des programmes gouvernementaux et des programmes de défense de l'intérêt public, ainsi que de la gestion des affaires de l'Association.

Avant d'adhérer à l'ACP en 1999, David fut pendant quatre ans Administrateur de la *Police Association of Ontario*. Pendant six ans, M. Griffin fut membre de la Commission pour le *Ontario Municipal Employees Retirement System (OMERS)* et président de cette même Commission en 1997. Il fut représentant à plein temps de l'Association des policiers de la région de Peel de 1987 à 1995, et put acquérir de l'expérience comme officier de patrouille pour la *Peel Regional Police* de 1980 à 1987.

David est Directeur du Fonds Covington de l'ACP et membre du Comité du Fonds pour la fluctuation des placements. Il est membre de la Société canadienne des directeurs d'associations et étudiant de première année du programme du MBA pour gens d'affaires de l'Université.

Julian N. Falconer

Dans le privé, Julian Falconer est mari et père. Lui et son épouse et collègue Élisabeth il ont deux garçons, Ben, six ans et Justin, 17 mois.

Dans la pure tradition des avocats, l'exercice de sa profession l'a mené à défendre des causes de droit criminel, administratif ou civil, en première instance et en appel. Il travaille en anglais comme en français. La pratique de M. Falconer en matière de contentieux comprend les cas de *plaintiffs' personal injury cases and commercial litigation* pour le compte de clients institutionnels comme de particuliers.

Dans le cadre de sa pratique, M. Falconer a aussi servi de conseiller à d'autres avocats sur des questions allant des litiges entre partenaires aux contempt proceedings et personal costs applications. Le travail de Julian comprend également la défense des droits civiques et public interest litigation.

Certains des clients les plus connus de M. Falconer ont aidé à brosse son profil dans le numéro de décembre 2000 du *National Post*, le décrivant comme la “Voix des plus faibles”: parmi ses clients se trouvent plusieurs familles ayant perdu un être cher par la faute des pouvoirs publics, qu’il s’agisse de fusillade policière ou de décès survenus en prison. Son travail le plus remarquable à l’étape de l’enquête comprend l’Enquête Donaldson; il a aussi représenté les familles de Robert Gentles, d’Edmund Yu et de Wayne Williams dans le cadre d’enquêtes du coroner. Il représente actuellement la famille d’Otto Vass.

En février 2000, M. Falconer se vit décerner le prix “*Vision of Justice*” de l’Association des étudiants en droit noirs du Canada pour s’être fait le champion des questions d’équité. En avril 2000, Julian reçut une distinction de l’Université de Toronto à titre de l’un des 100 plus éminents diplômés, pour son travail dans le contexte des Enquêtes du Coroner. En juin 2000, il assura la co-présidence de la Conférence “*Alternatives to the Use of Lethal Force by Police*” qui, pour la première fois au Canada, rassemblait des membres de la communauté et des corps policiers dans le but d’éviter d’éventuelles fusillades policières.

Parmi les publications académiques dont il est l’auteur, il faut mentionner des écrits de nature juridique portant sur le droit constitutionnel, ainsi que sur les problèmes raciaux dans leur rapport avec la justice. L’année dernière M. Falconer a signé, avec un co-auteur, un ouvrage de *Butterworths of Canada* sur la *Loi sur le Coroner* de l’Ontario.

Tam Goosen

Ex-Présidente, Alliance urbaine sur les relations interraciales

Tam Goossen a été présidente de l’ Alliance urbaine sur les relations interraciales de juin 2000 à juin 2002 et durant cette période, elle a coprésidé la conférence sur « Les solutions de rechange à l’utilisation de la force léthale par la police ». Créée en 1975 par un groupe de citoyens concernés, l’Alliance urbaine est un organisme à but non lucratif à Toronto. Il travaille en collaboration avec les secteurs privés et publics à la prestation de programmes éducatifs, d’activités de défense des droits et de recherche critiques lorsqu’on aborde les questions relatives au racisme et qu’on essaie de les éradiquer.

Née et élevée à Hong Kong, Tam a immigré à Toronto en 1970. Elle a fréquenté l’Université de Toronto et a obtenu une maîtrise en histoire du Japon et de la Chine. Tam a agi comme commissaire d’école publique à l’ancien Conseil scolaire de Toronto de 1988 à 1997 et a agi comme vice-présidente du Conseil en 1991. Tam a travaillé avec plusieurs groupes communautaires sur des questions relatives aux immigrants et

Paul Monty

Commissaire à la déontologie policière

PAUL MONTY est l’auteur de publications juridiques publiées au Québec et en France, et il est détenteur de certificats de l’École de criminologie de l’Université de Montréal et de l’École nationale d’administration publique.

1969	Baccalauréat en Droit, Université de Montréal
1970	Admis au Barreau du Québec
1970-1973	Pratique le droit criminel pour le Bureau de l’aide juridique de Montréal

1973-1976	Directeur adjoint, Direction générale des Affaires criminelles, Centre communautaire juridique de Montréal
1976-1979	Responsable des services juridiques à l'Office de protection du consommateur
1978-1979	Secrétaire, Conseil de la protection du consommateur
1979-1981	Chargé de cours à la Faculté de Droit de l'Université Laval
1979-1987	Adjoint au Substitut en chef du Procureur général, Direction générale des affaires criminelles, ministère de la Justice du Québec
1987-1988	Substitut en chef du Procureur général par intérim, Direction générale des Affaires criminelles
1988-1992	Président, Comité pour la mise en application du Code de procédure pénale du Québec
1989-1991	Vice-président, Comité pour la mise en application de la réforme de la cour municipale du Québec
Since 1991	Directeur, Affaires criminelles, et Substitut du Procureur général en chef
Since 1993	Membre du Comité de coordination des hauts fonctionnaires sur l'administration de la justice pénale au Canada
1994	Président, Section criminelle, Conférence sur l'uniformisation des lois du Canada Membre du conseil d'administration, Centre Louis-Hébert
1997-1998	Vice-président, Conférence sur l'uniformisation des lois du Canada
Depuis 1997	Membre de l' Association internationale des procureurs
1997	Président, Conférence sur l'uniformisation des lois du Canada
1997	Commissaire à la déontologie policière

André Senécal

Directeur des affaires internes, Sûreté du Québec

L'Inspecteur-chef Senécal entra à la Sûreté du Québec en 1976 et depuis 1999, occupe le poste de Directeur des affaires internes, Grand quartier général, Montréal. Ses fonctions comprennent :

- La mise en place des recommandations de la Commission d'enquête Poitras
- La réingénierie du processus disciplinaire (réalisé)
- La mise en place des programmes d'information du rôle des affaires internes (réalisé)
- L'instauration d'un service de support interne (2003)
- La mise en place d'un processus d'analyse des comportements sur une base permanente (2003)
- La création d'outils de gestion et d'indicateurs de performance
- L'analyse des besoins, le développement et l'implantation d'un nouveau système d'information de gestion.

De 1996 – 1999 il fut Chef du Service aux usagers du CRPQ (Inspecteur),
Centre de renseignements policiers du Québec (CRPQ)

1995 - 1996 Chef du Service de la dotation policière (Capitaine)
Grand quartier général, Montréal

1993 - 1995 Chef de la Division du soutien (Lieutenant)
Service aux usagers du CRPQ

1992 - 1993 Chef de poste (Lieutenant)
Poste de Sainte-Julie

1989 - 1992 Spécialiste, Service des mesures d'urgence (Sergent)
Grand quartier général, Montréal

2002 Étude en cours à la maîtrise en administration publique –option "A"
École nationale d'administration publique, Montréal

Mention d'honneur : *Récipiendaire du titre Cadet par Excellence de la Sûreté du Québec*

Activités paraprofessionnelles

- Membre de l'Association canadienne de surveillance civile du maintien de l'ordre (CACOLE) depuis 1999
Membre du *National Internal Affairs Investigators Association (N.I.A.I.A.)* et membre du comité exécutif depuis 2001
- Président du comité organisateur de l'Omnium de golf du directeur général de la Sûreté du Québec depuis 1994 (plus de 300 participants)
- Membre de l'*Autorité Disciplinaire* du Règlement sur la déontologie et la discipline des membres de la Sûreté du Québec (1995– 1999)
- Membre du Comité consultatif du CIPC (Centrale d'information de la police canadienne) de 1993 à 1999
- Président du sous-comité des changements technologiques prévus pour CIPC 2001 (1998 – 1999)

Robert Sinclair, C.R.

- Avocat; associé principal de *Patterson Palmer*, firme d'avocats de St. John's
- Président sortant du barreau de Terre-Neuve
- Arbitre de griefs, *Royal Newfoundland Constabulary Public Complaints Commission*
- Ancien journaliste
- Ancien adjoint politique
- [Autrefois manifestant pacifiste, autour des années soixante]
- Diplômé en droit, en journalisme et en études politiques

Le directeur Vince Bevan

Police d'Ottawa

Vince Bevan a débuté sa carrière dans la police en juillet 1973. Avant de venir s'installer à Ottawa, en 1998, Vince était membre de la police de Niagara. Au cours de sa carrière, il a eu l'occasion de travailler dans divers services de la police comme les rondes de surveillance en uniforme, les patrouilles motocyclistes, les projets spéciaux, la formation en tant qu'officier responsable et les enquêtes criminelles. Vince a aussi fait partie du détachement d'intervention d'urgence pendant 5 ans.

Le directeur Bevan est un leader reconnu dans les milieux policiers. Il a occupé plusieurs postes aux responsabilités croissantes, à Niagara et à Ottawa. Il est, aujourd'hui, directeur de la Police d'Ottawa, un des plus importants services de police municipaux du pays.

Le directeur Bevan est titulaire d'un baccalauréat avec distinction en affaires et politique, de l'Université Brock. Il a suivi avec succès de nombreux cours au Collège de police de l'Ontario et au Collège de police du Canada; il a passé de nombreux certificats d'études générales et d'études avancées en sciences policières ainsi que d'études en gestion des services de police.

Le directeur Bevan siège sur un certain nombre de comités et de conseils consultatifs tant aux niveaux national que provincial dont :

- le Conseil consultatif du centre de police scientifique
- le comité sur le crime organisé de l'association des directeurs de police de l'Ontario
- le comité directeur sur la gestion des cas graves
- le comité directeur sur les programmes, au Collège de police du Canada
- le comité consultatif du Centre canadien sur les recherches policières (à titre de président)
- le Comité national mixte

Il est aussi très actif au niveau de la communauté et est membre de plusieurs comités et conseils comme :

- Success by 6, Council of Partners
- le Conseil d'administration du Centre David Smith
- le Bureau de la campagne 2001 de Centraide / United Way de la ville d'Ottawa

Le directeur Bevan est aussi un membre actif de plusieurs associations provinciales, nationales et internationales. Il est actuellement Vice-président de l'association canadienne des chefs de police.

Surintendant principal Lloyd Hickman

Agent responsable des opérations de sécurité de la GRC au Sommet du G-8

Surintendant principal Lloyd Hickman

Agent responsable des opérations de sécurité de la GRC au Sommet du G-8

Le Surintendant principal Lloyd T. Hickman entre à la Gendarmerie royale du Canada en février 1966. Après avoir complété sa formation au sein de la Division « Dépôt » de la GRC à Regina, il est affecté au maintien de l'ordre dans différentes localités de la Saskatchewan. En 1974, il est muté aux quartiers généraux de la Direction de la police de protection, à Ottawa.

Parmi ses différentes fonctions, mentionnons son affectation à la Direction de la police de protection et à la Sous-direction de la protection des personnes de marque; dans ce contexte il est chargé de la sécurité des dignitaires canadiens et des dignitaires étrangers de passage, ainsi que de la sécurité des ambassades étrangères; à titre d'agent de sécurité des personnes, dans le cadre du groupe de travail sur la visite papale il est responsable de la sécurité du Pape Jean-Paul II lors de sa visite au Canada; il est agent responsable de la Direction des événements majeurs; directeur du premier projet pilote de la GRC sur les Concepts de gestion d'anticipation appliqués à la police communautaire; à Edmonton, il était agent responsable du Groupe de travail pour la révision de la stratégie relative aux services de maintien de l'ordre, dans le cadre de la réorganisation et de la réingénierie des services de police de la GRC pour l'Alberta, et Coprésident de la réorganisation structurelle de la police de protection de la GRC pour l'Alberta. À la suite de cette révision, la province d'Alberta passa de neuf entités comptables distinctes à deux districts seulement, le Nord et le Sud.

On attribua au Surintendant Hickman la responsabilité du maintien de l'ordre pour le Sud, et il fut nommé Commandant du district Sud de l'Alberta. Il avait pour fonction de représenter son Corps policier à un certain nombre de conférences internationales portant sur les initiatives des Services de police communautaire. En novembre 1999, M. Hickman fut transféré : de Commandant du District Sud qu'il était, il fut appelé par le Commissaire de la GRC à diriger un projet portant sur la Méthodologie des Ressources nationales visant à déterminer les besoins en ressources de la Gendarmerie royale pour l'ensemble du Canada.

En août 2001 le Surintendant Hickman fut nommé Coordonnateur de la sécurité pour le Sommet du G8. Il s'agit de la plus importante opération policière de sécurité au Canada à ce jour.

Le Surintendant Hickman s'intéresse beaucoup au hockey, et en 1996 il fut nommé recruteur de hockey de la Ligue nationale pour les Bruins de Boston.

M. Hickman est l'époux de Carol, et ils ont trois enfants d'âge adulte.

Don Morrison

Ancienne présidente, CACOLE

Don Morrison a travaillé comme commissaire aux plaintes contre la police pour la province de la Colombie-Britannique d'avril 1998 à juin 2002. Avant d'être nommé à ce poste, il a travaillé comme avocat-conseil de la Couronne de 1984 à 1998. L'Unité des poursuites

judiciaires pour les crimes graves a été créée en 1992 pour traiter les cas complexes et ceux qui sont susceptibles d'attirer l'attention du public et Don a fait partie de l'équipe initiale pour l'Île de Vancouver. Il a également agi comme directeur par intérim, Programme de carrières pour les professionnels en santé Indiens et Inuits pour le ministère de la Santé et du Bien-être et comme conseiller en politiques pour le ministère des Affaires indiennes et de l'exploitation du Nord canadien.

Il a obtenu un baccalauréat ès arts et une maîtrise en service social de l'Université de la Colombie-Britannique et une maîtrise en sciences de *Pepperdine University*. Il a terminé son baccalauréat en droit à l'Université de la Colombie-Britannique.

Don a donné plusieurs présentations, entre autres : « Les défis concernant la divulgation des dossiers de la police après Scaduto » lors de la Conférence annuelle de l'Association canadienne des commissions de police de Fredericton, N.B.(août); « L'impact sur les délits civils et les litiges sur les droits de la personne concernant la police » à la Conférence annuelle de la CACOLE tenue à Winnipeg, Man.(septembre); « La transition de la police au modèle professionnel et le rôle de la surveillance civile », le discours-programme lors de la 9^e Conférence annuelle sur l'application de la loi et de l'éthique, tenue à Dallas, aux États-Unis (octobre); et les « Modèles de surveillance civile de la police au Canada » à un cours du F.B.I. sur « L'assurance sur l'intégrité et les enquêtes sur la corruption » lors de *l'International Law Enforcement Academy*, Bangkok (janvier 2001) Les services de police de Hong Kong en Chine, des Philippines, au Cambodge, du Viet Nam, au Laos, de la Thaïlande, de la Malaisie et de l'Indonésie y ont participé.

Senator Serge Joyal, C.O., O.C

1962: Baccalauréat ès arts (B.A.), (Summa Cum Laude), Université de Montréal (Collège Jean-de-Brébeuf)

1968: Licence en Droit (LL.L.), Université de Montréal, Prix Lomer Gouin - Excellence en Droit civil, Prix Lord Reading Society - Excellence en procédure civile

1969: Membre du barreau du Québec

1969: Diplôme d'études supérieures en Droit comparé, Faculté internationale de Droit comparé, Strasbourg (France), Boursier de la Faculté

1970: Maîtrise en Droit administratif (LL.M.), Université de Sheffield (Angleterre)

1971: Maîtrise de philosophie en Droit constitutionnel, (Scolarité) London School of Economics and Political Science

Politiques

1979-80: Réélu député de Hochelaga-Maisonneuve à la Chambre des Communes du Canada

1980-1984: Secrétaire Parlementaire du Président du Conseil du Trésor

1980-1981: Coprésident du Comité conjoint du Sénat et de la Chambre des Communes chargé du Rapatriement de la Constitution du Canada et de l'adoption d'une charte des droits et des libertés

1980-1981: Parrain de la résolution créant le comité conjoint permanent du Sénat et de la Chambre des Communes sur les langues officielles

1981: Ministre d'État dans le cabinet du Très Honorable Pierre E. Trudeau; Secrétaire d'État du Canada

1982-1984: À titre de Secrétaire d'État, a mis sur pied et financé le premier réseau de Centre d'Excellence dans les Univerités du Canada

1984: Ministre Responsable du Statut des personnes handicapées

1983: Publication du livre "*Constitution - 1982*" Canada, pour commémorer le Rapatriement de la Constitution canadienne

1983: Président de la Commission Politique du Parti Libéral du Canada (Québec); réélu à ce poste au Congrès Biennal en 1987, 1989, 1991, 1995, 1997 et 1999

Depuis 1985: Vice-Président de la Chambre de Commerce Afrique-Canada

1986-1989: Co-président des débats régionaux lors de la convention au leadership du Parti Libéral du Canada

1990: A dirigé la rédaction des résolutions de la Commission politique pour les 16 conventions biennales du Parti Libéral du Canada (Québec) et du Parti Libéral du Canada

Depuis 1985: Membre de la Commission électorale du Parti Libéral du Canada pour les élections fédérales de 1984, 1988, 1993, 1997, et 2000

Depuis 1984: Membre des Associations parlementaires:

- OTAN
- Assemblée Parlementaire de la Francophonie
- Association France - Canada

Membre de 3 Comités permanents du Sénat

Le comité sénatorial permanent des banques et du commerce

Le comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles

Le comité sénatorial permanent des privilèges, du règlement et de la procédure

Initiatives Culturelles

Bienfaiteur émérite du Musée de la Civilisation de Québec don de nombreuses œuvres d'art et collections diverses

1987-1997

- Publie plusieurs articles dans les journaux, magazines culturels et collabore à plusieurs expositions, événements ou manifestations culturels à Montréal et dans les régions
- Reconnu pour son expertise en évaluation d'œuvres d'art par le Musée des beaux-arts de Montréal, l'Archevêché de Montréal, le Musée de la Civilisation de Québec, la Commission d'examen d'importation et d'exportation des biens culturels du Canada.
- Président d'honneur du Festival International du Film sur l'art, Montréal 1998
- Membre du comité d'acquisition des arts décoratifs du Musée des beaux-arts de Montréal

2000

- Agit bénévolement pendant 10 ans à titre d'expert en art canadien lors des journées d'expertise pour le Musée des beaux-arts de Montréal, le Musée de Québec et le Musée de la Civilisation à Québec.
- Doctorat honorifique en Droit, Université de Moncton, Nouveau-Brunswick pour la contribution au développement des communautés minoritaires de langues officielles et à la reconnaissance du statut du français au Canada.

1984 - Mérite annuel - Congrès Juif du Canada pour la défense des droits des juifs soviétiques à l'émigration et au traitement juste.

1995 - Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'Honneur

1996 - Officier de l'Ordre du Canada

2000 - Officier de l'Ordre de la Pléiade

Peter O'Flaherty

M. Peter O'Flaherty est diplômé de l'Université St-Francis Xavier, de la Faculté de Droit de l'Université du Nouveau-Brunswick et du *London School of Economics*. Il est Solliciteur de la Cour suprême de Terre-Neuve et du Labrador et de la Cour suprême d'Angleterre et du Pays de Galles; il conseille et représente la *Royal Newfoundland Constabulary Public Complaints Commission* depuis 1994."

David Finlay

Président, *Edmonton Police Commission*

David Finlay obtint son Baccalauréat en Droit de l'Université d'Alberta, et est membre du barreau d'Alberta depuis 1975. Il pratique le droit au sein de la firme albertaine de *Parlee McLaws* à Edmonton et à Calgary.

Les principaux domaines de pratique de M. Finlay sont : le développement, le financement et l'acquisition d'immeubles commerciaux; le droit corporatif; le droit de la santé.

David Finlay est membre de *l'Edmonton Police Commission* depuis cinq ans. Il en assure actuellement la présidence. Ancien président du *Réseau de soutien*, organisation caritative d'Edmonton qui offre un service d'écoute de 24 heures pour personnes en détresse ainsi que des programmes de prévention du suicide. Il s'est aussi impliqué dans d'autres initiatives communautaires et est directeur de deux fondations caritatives. David est marié et père de quatre enfants d'âge adulte.

Nadine Cooper Mont

Président, Commission de police de la Nouvelle-Écosse

Madame Cooper Mont assure la présidence de la Nova Scotia Police Commission depuis décembre 2001. Elle a fait des études supérieures à l'Université Dalhousie, obtenant un Baccalauréat en Droit ainsi qu'une maîtrise en Administration publique.

Elle possède également une vaste expérience dans la fonction publique, l'entreprise privée et le communautaire. Au cours de sa carrière en Nouvelle-Écosse elle fut d'abord principale gestionnaire en matière de politiques à la Protection du consommateur, puis Solliciteur général adjoint, et enfin sous-ministre au *Housing and Consumer Affairs Department*. Madame Cooper Mont a joué un rôle-clé dans la restructuration de la *Nova Scotia Police Commission* et les services de maintien de l'ordre du ministère de la Justice, et mit en oeuvre les 46 recommandations découlant de l'enquête Donald Marshall. Madame Cooper Mont est également propriétaire et présidente d'une entreprise prospère à Dartmouth, en Nouvelle-Écosse.

David Wood

Directeur des enquêtes, Direction générale des enquêtes
Ombudsman de la Police pour l'Irlande du Nord

David Wood has been a police officer serving in the London Metropolitan Police for 28 years. He has spent most of that time as an investigator, having served in various ranks on several of the Scotland Yard Squads. He has been involved in the investigation of murder and other serious crimes and led teams of specialised detectives targeting organised crime. In 1996 he was tasked with collecting and acting upon intelligence relating to corrupt London officers and their organised crime corrupters. Following that covert phase, David was tasked by the Commissioner to form and lead the Metropolitan Police Anti-Corruption Squad and its 300 detectives. The squad and its activities were unique in UK policing in terms of the proactive strategies employed. He has lectured on police corruption to many international audiences.

In September 2000 David joined the Police Ombudsman's Office as an Executive Director with responsibility for complaints and investigations on secondment from the Metropolitan Police Service. The Police Ombudsman and her Office, form a unique oversight agency with strong statutory powers responsible for investigating all police complaints.

David holds the rank of Deputy Assistant Commissioner with the Metropolitan Police Service. He has a Master of Arts from Exeter University in Police and Criminal Justice Studies and a Post-Graduate Diploma in Applied Criminology from Cambridge University.

Richard C. Deering

Chef de Police, *Royal Newfoundland Constabulary*

Le Chef Rick Deering est né et a grandi dans une petite communauté minière à l'est de l'Ontario. Quand il a quitté *Queen's University* à Kingston, il s'est joint à la Police

provinciale de l'Ontario (PPO). Sa carrière au sein de la PPO s'est étendue sur une période de 30 ans, ce qui lui a permis de travailler à différentes assignations à la grandeur de la province. Quand il a pris sa retraite, il était superintendant principal, responsable de 1 200 agents, en poste un peu partout dans l'est de l'Ontario.

Fortement impliqué dans les partenariats communautaires, le Chef Deering a toujours soutenu les groupes de services et les organisations de bienfaisance dans les communautés où il a travaillé. Homme à l'esprit compétitif, sa participation dans une équipe de hockey et de balle molle font une sorte d'équilibre avec ses nombreuses années de service à titre d'arbitre au hockey et à la balle molle. Un fervent partisan de sports, qui adore la chasse et la pêche.

Le Chef Deering a été nommé 18^e Chef de la *Royal Newfoundland Constabulary* en février 2001. Lui et son épouse, Laurie, demeurent à Topsail, *Conception Bay South*.